

Hommage aux pionniers

L'acte de naissance de Lire et Ecrire remonte au 8 septembre 1983, première journée internationale de l'alphabétisation organisée en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'histoire de la formation des adultes commence, elle, bien avant : dès la fin du 19^e siècle dans le cadre de l'éducation populaire développée par les mouvements ouvriers, au début du 20^e siècle dans le cadre de l'Enseignement de Promotion sociale, puis de l'armée. Mais l'histoire fondatrice de l'alphabétisation telle que nous la connaissons aujourd'hui commence dans les années 1960...

Nous souhaitons ici rendre hommage à ces groupes pionniers toujours impliqués et apporter ainsi des éléments de compréhension des contextes dans lesquels l'alphabétisation s'est développée. Si certains organismes ont été oubliés, qu'ils reçoivent toutes nos excuses, cet oubli n'est nullement intentionnel !

*par Catherine BASTYNS,
Sylvie-Anne GOFFINET
et Catherine STERCQ*

En 1954, le **CIRÉ** (Centre d'Initiation pour Réfugiés et Etrangers, aujourd'hui Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Étrangers), organisation pluraliste, avait pour mission principale de permettre aux réfugiés et aux étrangers de s'initier à la vie économique, sociale et culturelle du pays d'accueil afin de faciliter leur intégration en Belgique. La méconnaissance de la langue étant vue comme un obstacle majeur à l'intégration, le CIRÉ se voyait également confier la tâche de développer des cours de français 'spécialisés pour les immigrants'. Dans ce cadre, il a, dans les années 1970, servi d'intermédiaire entre les pouvoirs publics et les associations, finançant les formations, assurant l'inspection et la coordination des actions d'alphabétisation.

Années 50 et 60

La Belgique fait appel massivement à une main-d'œuvre immigrée Luttes pour l'indépendance des peuples – Mouvements de libération

En 1947, suite à l'appel lancé par le gouvernement à la main-d'œuvre étrangère, des travailleurs italiens arrivent par contingents entiers sur le territoire belge et principalement en Wallonie. Dans ce contexte, les Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes (association créée en 1921 qui deviendra **Vie Féminine** en 1969), sont particulièrement attentives à l'accueil des familles immigrées et organisent des cours d'alphabétisation à destination des femmes italiennes et espagnoles. Ces cours sont accompagnés d'autres initiatives (entraide, activités cuisine, etc.). Dans les années soixante, avec l'arrivée de l'immigration marocaine en Belgique, Vie Féminine s'organise pour mieux prendre en compte les réalités de vie des femmes issues de l'immigration. C'est ainsi que l'Action immigrée sera créée fin des années 60. L'alphabétisation, articulée avec les objectifs d'éducation permanente, en sera un axe important.

Accueil et Promotion des Immigrés (API) se forme en 1966 en vue d'accueillir les travailleurs turcs et marocains arrivant pour travailler dans les charbonnages de la région de Charleroi depuis la fin de l'immigration italienne suite à la catastrophe minière du Bois du Cazier. L'objectif initial était double : accueillir et aider les immigrés à résoudre leurs problèmes administratifs et sociaux, et favoriser leur intégration par l'organisation de cours de français. Ces missions étaient au départ assurées par des bénévoles. L'association se constitue en asbl en 1971.

Alors qu'auparavant on avait de préférence recours à l'immigration de jeunes hommes célibataires pour les besoins des charbonnages, de la métallurgie et des travaux publics, un tournant est pris dans les années 60. Désormais les regroupements familiaux seront encouragés, amenant en Belgique une population relativement importante en nombre et diversifiée en âge et en genre. Au milieu des années 60, des Services

Provinciaux d'Immigration et d'Accueil (SPIA) sont créés avec le soutien du ministère de l'Emploi et du Travail. Le **SPIA de Liège** est ainsi fondé en 1964 et très rapidement il organise des cours de français pour immigrés. En 1973, il publie une méthode d'apprentissage du français et organise un colloque sur l'enseignement de la langue française aux immigrés qui traite de la question de l'accueil des enfants migrants dans l'enseignement et des premières expériences de classes d'accueil, ainsi que de la question de l'enseignement de la langue française aux adultes. Le Conseil de l'Europe appelait alors les États à lutter contre les discriminations, notamment en milieu scolaire, et à tenir spécialement compte des besoins des travailleurs migrants.

Le **Collectif Alpha**, à l'origine Collectif d'alphabétisation, est né du 'groupe d'alpha de Saint-Gilles', initiative de militants politiques marocains, qui a débuté ses premiers cours en 1967 dans le cadre de l'université syndicale de la FGTB. La première *Plateforme de travail* du Collectif, rédigée en 1974, inspire toujours son action : « *Les objectifs de l'alphabétisation sont politiques. Il s'agit de comprendre le monde extérieur, de maîtriser les mécanismes sociaux, économiques et politiques, pour se libérer de l'exploitation, de la domination et de la répression, s'organiser et développer des formes de lutte pour transformer les rapports sociaux économiques et politiques afin d'établir les bases d'une société nouvelle.* » Depuis l'origine, le Collectif développe son action en lien avec différents groupes militants dont le Regroupement Démocratique Marocain et entretient des contacts avec le Collectif Alpha de Paris. Il développe réflexions et outils pédagogiques basés sur les apports de Paulo Freire avec d'autres groupes d'alpha de Bruxelles (dont le CATI), soutient la création d'un groupe qui organise des cours d'alpha dans les foyers de travailleurs immigrés du Brabant Wallon, crée en 1977 un centre de documentation, introduit en 1978 – via le

CIRÉ – un premier projet CST ¹ permettant le financement d'emplois pour les formateurs, voit avec étonnement des Belges commencer à fréquenter les cours initialement destinés aux migrants...

Le Centre d'Alphabétisation pour Travailleurs Immigrés, en abrégé **CATI**, est né en 1969 suite à une amitié entre un Belge de souche et une famille marocaine dans le but de faciliter les rapports entre les immigrés et l'administration (courrier, etc.). À l'origine association de fait, nommée AAS ou Amicale d'Alphabétisation Schaerbeekoise, l'association deviendra une asbl en 1972 et prendra son nom actuel en 1981. Dans les premières années, son public est essentiellement marocain mais il va ensuite se diversifier. De même, exclusivement masculin à l'origine, le public deviendra progressivement mixte. Autre caractéristique de l'association : elle fonctionne depuis ses débuts exclusivement avec des bénévoles.

Années 70

Crise économique – Arrêt de l'immigration – Chômage Découverte de la persistance de l'analphabétisme parmi la population belge

En 1971, un collectif rassemblant des groupes d'action et de réflexion centrés sur « *les problèmes concrets de l'existence dans un désir de solidarité mondiale* » organise une rencontre internationale à Heusden aux Pays-Bas d'où naîtra un réseau d'associations belges francophones qui prendra le nom de **Culture et Développement**. Ce réseau s'orientera vers l'animation de groupes de base en s'appuyant sur la pédagogie de Paulo Freire. À Bruxelles, le **GAFFI** (Groupe d'Animation et de Formation pour Femmes Immigrées), membre du réseau,

1. Cadre Spécial Temporaire : emploi octroyé dans le cadre du Programme de résorption du chômage mis en œuvre après la première crise pétrolière. Ce statut a été créé en 1977. Il est l'ancêtre des actuels APE (Aides à la Promotion de l'Emploi) en Wallonie et ACS (Agent Contractuel Subventionné) à Bruxelles.

implanté depuis **1978** dans le quartier Nord au cœur des flux migratoires, propose des animations et des formations pour les femmes, ainsi qu'un accueil extrascolaire pour les enfants, dans une perspective d'émancipation sociale, économique et culturelle.

Les **Ateliers du Soleil** sont issus d'Info-Türk, un collectif d'information et de documentation porté par des réfugiés politiques, qui s'est créé en **1974** lorsque l'arrêt de l'immigration marque le début d'une période d'exclusions. L'association s'engage alors aux côtés d'autres initiatives interculturelles pour lutter contre le racisme et la xénophobie et défendre les droits des citoyens d'origine étrangère. Les premiers ateliers créatifs, un cours d'alphabétisation, l'école des devoirs et la permanence sociale débutent en 1982.

L'**Association culturelle turque** est apparue en **1975** avec l'appui de délégués syndicaux à Verviers, là où les premières familles turques étaient venues des villes avoisinantes, notamment de Liège, pour s'installer à la fin des années 60 et au début des années 70 dans l'espoir de trouver du travail dans le secteur textile. L'association regroupait alors des travailleurs et leurs familles originaires des diverses régions de la Turquie qui se retrouvaient pour organiser une vie socioculturelle et solidaire. En **1983**, un groupe de syndicalistes et de militants de gauche réoriente l'action de l'association vers l'intégration dans le pays d'accueil. C'est alors que naît l'asbl **Turk-Danis** (Centre turc d'information) avec la création de plusieurs sections à Bruxelles et en Wallonie qui se voient confier le rôle d'interface entre les différentes cultures et s'investissent dans l'éducation, l'information et la formation, notamment par le biais de cours de français langue étrangère. Les sections de Turk-Danis, se sont par la suite réorganisées formant le réseau des SIMA (Service d'Intégration et d'Insertion - Mission Action).

Alpha Mons-Borinage, qui s'appelait d'abord École Alpha, est née en **1976** à Quaregnon (Borinage). Suite à des contacts avec des groupes d'alpha créés à Paris dans la mouvance de mai 68 et à la présence dans le Borinage de réfugiés chiliens qui avaient connu de près la pédagogie de Paulo Freire, l'association oriente dans un premier temps son action vers la création d'une méthode d'apprentissage du français pour immigrés dans une optique conscientisante. Des écoles de devoirs naissent peu après avec la même orientation. Des résultats sont observés : des adultes immigrés progressent dans la maîtrise du français et dans leurs capacités d'expression, participent à des actions de défense de leurs droits, développent une certaine conscience collective... mais, dans le même temps, l'association fait le constat qu'elle ne touche que quelque 80 personnes par an, dans une région qui compte alors 47.000 immigrés. Ce qui l'amènera à se questionner sur le décalage entre un projet amené de l'extérieur et la réalité du public-cible. Le projet évoluera ensuite vers une démarche plus globale basée sur l'expression culturelle, l'action sociale, les microprojets économiques, la participation à des actions en réseaux. Cette diversification des activités, ainsi que l'ouverture de nouvelles implantations, permettra à l'association d'atteindre de nouveaux publics.

Le Piment est né en **1977** dans un contexte de crise économique faisant suite au premier choc pétrolier, mais aussi dans la foulée de mai 68 qui a vu éclore une série de projets communautaires. C'est à la croisée de ces deux contextes qu'un groupe de chômeurs désireux de créer leur emploi a lancé un projet dans un quartier défavorisé de Bruxelles. Il s'agissait d'offrir aux personnes l'opportunité de se rencontrer, de découvrir différentes cultures, de valoriser les talents de chacun et surtout de pouvoir développer des projets collectifs. Suite à une analyse des besoins, l'association a développé des activités telles que l'apprentissage du français oral, les cours d'alphabétisation et de formation de base, ainsi que des activités visant l'acquisition d'une vision critique de nos modèles économiques,

sociaux et culturels. Plusieurs autres actions vont très vite s'ajouter à ce socle de départ : ateliers techniques, animations sportives et culturelles, actions de rénovation urbaine...

Dans le même contexte de crise économique des années 70 apparaissent les questions de la reconversion des chômeurs et par conséquent de la 'remise à niveau des connaissances' de tous ceux qui, tout en n'étant pas analphabètes, étaient néanmoins peu scolarisés. Se trouvant parmi les premiers travailleurs licenciés, leurs savoirs, dits 'de base', étaient insuffisants pour réussir une requalification professionnelle sans accompagnement. C'est pour répondre aux besoins de formation de ces travailleurs que la **FUNOC** (Formation pour l'Université Ouverte de Charleroi), portée par les mouvements syndicaux et ouvriers (FGTB et MOC), et par des universités, développe depuis **1977** un important dispositif de formation s'adressant aux jeunes et adultes peu qualifiés et peu scolarisés de la région de Charleroi. Son ambition était de créer, à l'échelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles, un pôle de recherche et de formation centré sur le développement de méthodes et de contenus appropriés à ce public, structure devant s'articuler aux autres filières de formation pour adultes, comme la Promotion sociale ou la formation professionnelle.

Canal Emploi à Liège, **DEFIS** (Développement, Emploi, Formation et Insertion Sociale) à Bruxelles et **RTA** (Radio Télévision Animation²) à Namur, associations également portées par les mouvements ouvriers, se créent à la même époque et sur les mêmes bases que la **FUNOC**. Travaillant en réseau, elles vont progressivement constater que pour rencontrer les besoins de leurs publics, y compris le public belge, elles doivent souvent reprendre les apprentissages à un niveau élémentaire. Avec la crise, une nouvelle demande apparaît en effet : celle de

2. *Aujourd'hui : Réalisation Téléformation Animation.*

travailleurs qui, alors qu'ils trouvaient sans problème du travail en période de plein emploi, sont dorénavant exclus du marché du travail en raison de leurs grandes difficultés en lecture-écriture.

C'est aussi en 1977 (le 17 novembre à Paris) que le mouvement international **ATD Quart Monde** (fondé en 1957) lance un appel à la solidarité : « *Dans dix ans, plus un seul illettré dans nos cités ; une école, un métier pour tous ; que celui qui sait apprenne à celui qui ne sait pas.* » En utilisant le terme 'illettrés', ATD voulait dénoncer le fait que des personnes autochtones normalement scolarisées ne savaient pas lire et que c'était une des manifestations de l'exclusion de toute une frange de la population, une population qui vivait dans la misère. Des comités Lire et Ecrire sont ensuite créés pour montrer que l'illettrisme n'est pas une fatalité et que les plus pauvres peuvent passer de la honte et de la souffrance d'être illettrés à la fierté d'apprendre. C'est ainsi que la branche belge du mouvement met sur pied dès 1978 une pratique d'alphabétisation, d'abord à Bruxelles, puis à Liège. Une 'pédagogie de la réciprocité' basée sur le dialogue, fort proche de celle de Paulo Freire, y est privilégiée. En 1982 paraît un livre qui témoigne de ces premières tentatives d'alphabétisation : *Les illettrés et nous en Wallonie et à Bruxelles*. Et en 1983, un second : *Maintenant lire n'est plus un problème pour moi – De l'illettrisme au métier : le défi du quart-monde*. Par ailleurs, au lendemain du rassemblement du 17 novembre 1977, la présidente du mouvement international sollicite un entretien avec les responsables de la Direction de l'Éducation de la Commission européenne pour réfléchir avec eux sur ce qu'ils peuvent entreprendre contre l'illettrisme. À partir de là, la question fera son chemin au sein des instances européennes... et, le 4 juin 1984, le Conseil des Ministres de l'Éducation adopte des conclusions sur la lutte contre l'analphabétisme. Ce sera le point de départ de la reconnaissance par l'ensemble des États-membres de l'existence de l'illettrisme.

Années 80

Le champ s'élargit

Depuis 1979, l'asbl **Aide et Reclassement** s'est assigné le triple objectif d'apporter une aide aux détenus, à leurs familles et aux victimes d'infractions. En 1982, devant la carence de prise en charge de la question de l'analphabétisme des détenus par les pouvoirs publics, l'association décide de s'engager dans l'organisation de cours en prison pour répondre aux demandes fréquentes de personnes suivies par son équipe sociale. Celle-ci constate en effet, chez certains détenus, des difficultés en compréhension et expression orale, en lecture, écriture et calcul. Les cours débiteront à la prison de Huy, s'étendront ensuite à la prison de Marneffe, et plus tard à celle d'Andenne.

L'histoire de l'**ADEPPI** (Atelier d'Éducation Permanente Pour Personnes Incarcérées) commence en 1980 quand une travailleuse d'Infor Justice et trois stagiaires mettent sur pied un projet d'éducation permanente en milieu carcéral. La prison était alors un désert culturel et plus aucun cours n'y était donné. En 1981, les statuts de l'asbl paraissent. Des travailleurs CST sont engagés, des cours de français (tous niveaux dont l'alphabetisation) et d'anglais se donnent à Saint-Gilles, Forest, Nivelles, Namur et Marneffe. Ensuite, quand en 1983 l'association se stabilise et que les emplois temporaires deviennent permanents, l'association étend ses activités à la prison de Mons. C'est le début d'une longue aventure durant laquelle, malgré les nombreux obstacles liés au milieu carcéral, différents projets d'alphabetisation et de remise à niveau verront le jour dans différentes prisons et se maintiendront au fil des ans...

Les premiers ateliers d'apprentissage de langue française en province de Luxembourg ont commencé en 1981 à Marche-en-Famenne, dans un quartier habité par un nombre important de familles d'origine turque et de quelques familles d'autres origines (autres nationalités,

Belges en situation de précarité et d'exclusion, gens du voyage...). Comme pour la plupart des associations pionnières, tout a commencé pour ainsi dire sans moyens, avec l'enthousiasme des débutants et la volonté de changer le monde. Les premiers ateliers s'adressaient aux femmes, puis aux hommes d'origine turque, et enfin un début d'école de devoirs a vu le jour. Soucieux de s'appuyer sur des ressources solides pour construire un projet de développement communautaire qui fasse sens en milieu rural, les fondateurs ont noué des contacts, notamment avec Alpha Mons-Borinage, qui ont eu une influence certaine sur le projet et ont permis de construire ce qu'est aujourd'hui le **Miroir Vagabond**, et singulièrement l'inscription des formations et des ateliers d'apprentissage du français dans une perspective culturelle et artistique. Au plan institutionnel, d'une association de fait en 1981, le projet s'est mué en une asbl, *La Chenille*, en 1983, dont le pôle apprentissage du français, formation d'adultes et éducation permanente, deviendra l'asbl Miroir Vagabond en 1995.

En 1982, à l'initiative du **Collectif d'alphabétisation**, paraît un document intitulé *Projet de campagne d'alphabétisation à Bruxelles* qui s'inspire de l'action d'**ATD Quart Monde**. Sur cette base, les quatre associations d'insertion socioprofessionnelles, **DEFIS** (Bruxelles), **Canal Emploi** (Liège), la **FUNOC** (Charleroi) et **RTA** (Namur) vont ensemble créer **Lire et Ecrire** avec comme objectifs « *d'attirer l'attention de l'opinion publique sur l'ampleur du problème de l'analphabétisme ; de toucher les personnes analphabètes, prioritairement les Belges ; de sensibiliser les pouvoirs publics en vue d'une action concertée et coordonnée en matière de lutte contre l'analphabétisme dans la Communauté française de Belgique* ». Et c'est le **8 septembre 1983**, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, que la toute jeune coordination Lire et Ecrire lance la première campagne de sensibilisation : ***Lire et Ecrire : une chance ? un droit !*** Ce jour-là, entre 8 heures du matin et minuit, la permanence téléphonique reçoit 644 appels, dont 114 demandes d'information, 156 propositions



d'aide bénévole et 374 demandes de cours³. Le mouvement est lancé... De nouvelles associations verront le jour...

Ce bref historique met en évidence les éléments fondateurs de l'alphabétisation d'aujourd'hui : un ancrage fort et très majoritaire dans le secteur associatif, principalement en lien avec l'accueil des migrants, des liens importants avec les mouvements ouvriers et les évolutions des contextes socioéconomiques, un patchwork de multiples initiatives citoyennes qui se créent au départ de besoins exprimés ou rencontrés en différents lieux par des publics diversifiés mais tous en difficulté face à l'écrit.

Catherine BASTYNS, Sylvie-Anne GOFFINET et Catherine STERCQ

Lire et Ecrire Communauté française

3. Ces chiffres sont en deçà de la réalité car la centrale téléphonique (9 lignes) fut presque en permanence saturée au cours de deux plages horaires, soit en tout près de 5 heures de saturation au cours de la journée.